

# Quand l'Europe se souvient de ses grèves

La "grève du siècle" belge de 1960-1961 contre l'austérité résonne étrangement avec les **mobilisations européennes récentes face aux politiques de rigueur**. En six semaines d'hiver, plus d'un million de Belges ont paralysé leur pays contre la "Loi unique" d'austérité, ([Wikipedia +2](#)) préfigurant les mouvements anti-austérité qui ont secoué l'Europe depuis 2008. ([Wikipedia +2](#)) Des ronds-points des Gilets jaunes aux places occupées par les Indignés, en passant par les grèves générales grecques, l'histoire se répète avec des variations instructives.

L'analyse de cette révolte sociale historique éclaire les mécanismes de résistance aux politiques d'austérité et questionne l'évolution des rapports de force entre gouvernements et mouvements populaires. Soixante-cinq ans après, les mêmes logiques économiques produisent des résistances similaires, mais dans des contextes politiques et technologiques transformés.

## L'hiver de toutes les colères en Belgique

### Une austérité née de la décolonisation

La Belgique de 1960 traverse une crise économique majeure amplifiée par l'indépendance brutale du Congo en juin. ([Wikipedia](#)) ([Wikipedia](#)) Cette colonie représentait une source importante de revenus : **22 milliards de francs perdus en 1958, 28 milliards en 1959**. Face à l'explosion de la dette publique, le gouvernement de coalition CVP-Libéral dirigé par Gaston Eyskens présente le 4 novembre 1960 une "Loi unique" draconienne de 133 articles. ([Marxists.org +6](#))

Les mesures d'austérité frappent directement les classes populaires : **10 milliards de francs d'impôts supplémentaires** (85% d'impôts indirects), contrôle renforcé des allocations de chômage avec instauration d'un "état de besoin", restrictions sur l'assurance maladie, gel des salaires publics.

([Global Nonviolent Action Data...](#)) Parallèlement, l'État promet jusqu'à 50% de subventions aux investissements privés, illustrant la logique redistributive classique de l'austérité : sacrifice public, profits privés.

### André Renard et la résistance wallonne

**André Renard**, métallurgiste devenu dirigeant syndical, incarne la résistance à cette politique. Secrétaire général adjoint de la FGTB et président de la section Liège-Huy-Waremme, ([libcom.org](#)) ([Wikipedia](#)) cet homme de 49 ans théorise les "réformes de structures" : nationalisations massives et contrôle démocratique des holdings financiers. ([Marxists.org +4](#)) Son "renardisme" mêle socialisme radical et conscience régionale wallonne face à une Flandre perçue comme conservatrice. ([Marx](#)) ([Larevuetoudi](#))

Le 16 décembre 1960, le vote au Comité national de la FGTB est serré : les partisans de la grève générale d'André Renard obtiennent 475.823 voix contre 496.487 à l'aile modérée flamande menée par Louis Major. ([In Defence of Marxism +3](#)) Malgré cette défaite formelle, la base wallonne déclenchera la grève "spontanément" quatre jours plus tard. ([Wikipedia](#))

### Six semaines de paralysie nationale

**Le 20 décembre 1960**, la grève éclate par l'action de la CGSP (services publics) et s'étend immédiatement. (Marx +4) Les chiffres témoignent de l'ampleur exceptionnelle du mouvement : **33.000 grévistes le premier jour, 320.000 le 28 décembre, un million au pic du mouvement le 29 décembre.** (Marx +5) La Wallonie se paralyse totalement tandis que la Flandre reste largement à l'écart, révélant les clivages communautaires naissants. (Wikipedia +2)

La violence accompagne cette mobilisation historique. Le 6 janvier 1961, la "bataille de Liège" voit le saccage de la gare des Guillemins lors d'affrontements de six heures qui font **75 blessés et deux morts.** (In Defence of Marxism +2) Au total, la grève causera quatre décès, entraînera 2.000 arrestations et plus de 300 manifestations. (Wikipedia +2) Le gouvernement fait intervenir 3.000 soldats rapatriés d'Allemagne pour maintenir l'ordre. (larevuetoudi) (Larevuetoudi)

Le tournant fédéraliste survient le 3 janvier avec le discours d'André Renard à Ivoz-Ramet devant 10.000 personnes : "Le peuple wallon est mûr pour la bataille". (In Defence of Marxism) (Wikipedia) Cette première revendication explicite du fédéralisme transforme une grève sociale en mouvement politique majeur. (Wikipedia) **Le 23 janvier 1961**, après l'adoption de la Loi unique par le Parlement, les derniers 150.000 grévistes reprennent le travail "poing levé" en chantant l'Internationale. (Marx +3)

## L'austérité européenne ressuscite les mêmes logiques

### Déjà-vu économique à l'échelle continentale

L'Europe post-2008 reproduit avec une ampleur inédite les mécanismes d'austérité expérimentés en Belgique. (Wikipedia) (Intereconomics) **La crise financière transformée en crise de dette souveraine utilise les mêmes justifications** : restauration de la confiance des marchés, respect des équilibres budgétaires, modernisation compétitive des économies. (Wikipedia) (Cairn) La Troïka (Commission européenne, BCE, FMI) impose des programmes d'ajustement qui rappellent la Loi unique belge, mais à l'échelle de pays entiers. (NCBI) (Intereconomics)

**En Grèce**, l'ajustement budgétaire atteint 20% du PIB entre 2010-2013, soit l'équivalent de 50 milliards d'euros. Le PIB grec s'effondre de 25%, le chômage explose de 7,5% à 27,9%, celui des jeunes atteignant 62%. (Intereconomics +2) Cette austérité "thérapie de choc" dépasse en intensité tout ce qu'avait connu l'Europe depuis 1945.

L'Espagne, le Portugal et l'Irlande subissent des programmes similaires. (Intereconomics) Les **multiplicateurs budgétaires**, sous-estimés par les institutions internationales, amplifient les récessions : chaque euro d'austérité réduit le PIB de 0,9 à 1,7 euros au lieu des 0,5 euros prévus. (CEPR) (Wikipedia) Le FMI reconnaîtra en 2012 que les prévisions étaient "systématiquement trop optimistes". (Wikipedia +2)

### L'Europe des inégalités révélée par l'austérité

Comme en Belgique où l'austérité avait creusé le fossé Flandre-Wallonie, l'austérité européenne révèle et aggrave les inégalités territoriales. **Les pays du Sud (GIIPS) portent l'essentiel de l'ajustement** tandis que l'Allemagne maintient ses excédents commerciaux. (CEPR) Cette "dévaluation interne" imposée aux

pays périphériques - réduction des salaires et prix pour retrouver la compétitivité - équivaut à un transfert de richesse massif vers les pays du Nord.

La différence fondamentale avec 1960 réside dans le contexte monétaire. La Belgique évoluait dans le système de Bretton Woods qui permettait des dévaluations en cas de "déséquilibre fondamental". **L'euro supprime cette soupape de sécurité** : les pays ne peuvent plus dévaluer et doivent subir l'austérité comme seul mécanisme d'ajustement. (Finance Héros) Cette contrainte monétaire explique l'ampleur inédite des récessions européennes post-2008.

## Nouvelles résistances, mêmes combats

### De la grève générale aux places occupées

Les réponses sociales à l'austérité européenne révèlent une évolution des répertoires d'action collective tout en maintenant certaines continuités avec 1960-1961. **La Grèce organise 28 grèves générales entre mai 2010 et fin 2015**, mobilisant jusqu'à 500.000 personnes, (Wikipedia) (Sage Journals) dans une tradition rappelant les grèves belges. (Wikipedia) (Wikipedia) Mais le mouvement grec innove aussi : occupation de la place Syntagma sur le modèle des révolutions arabes, assemblées citoyennes horizontales, usage massif des réseaux sociaux. (Sage Journals)

**L'Espagne invente avec le mouvement 15M/Indignés un nouveau modèle** qui essaime dans toute l'Europe : occupation de l'espace public (Puerta del Sol), organisation horizontale par assemblées (asamblearismo), revendications démocratiques dépassant le seul registre social. (Wikipedia +3) Ce mouvement aboutit à la création de Podemos en 2014 et à sa participation gouvernementale en 2020. (France 24) (Sage Journals)

En France, **les Gilets jaunes** (2018-2020) innovent encore : mobilisation décentralisée sur les ronds-points, organisation par réseaux sociaux sans leadership traditionnel, défiance envers les corps intermédiaires syndicaux. (Wikipedia +2) Avec un soutien populaire initial de 73 à 84%, ce mouvement dépasse largement les bases syndicales classiques. (Wikipedia)

### Syndicalisme en mutation

La comparaison avec 1960-1961 révèle une transformation profonde du syndicalisme européen. **En Belgique, André Renard dirigeait de manière centralisée un mouvement ouvrier organisé** dans des secteurs industriels concentrés (métallurgie, charbonnages). (Wikipedia) (Preo) Les grèves contemporaines affrontent la fragmentation de l'emploi, la tertiarisation de l'économie, l'affaiblissement des taux de syndicalisation. (ScienceDirect)

Les nouveaux mouvements contournent parfois les syndicats traditionnels (Gilets jaunes) ou s'y allient ponctuellement (Portugal avec la CGTP). (Green European Journal) **Cette hybridation des formes de mobilisation** - grèves classiques, occupations, assemblées citoyennes, pétitions en ligne - témoigne d'une adaptation créative aux nouvelles conditions sociales et technologiques.

L'eupéanisation des luttes reste cependant limitée. Malgré des enjeux transnationaux (règles budgétaires européennes, gouvernance de l'euro), les mobilisations demeurent largement nationales. Les manifestations européennes de l'ETUC (Confédération européenne des syndicats) ne rassemblent que 15.000 personnes en décembre 2023, révélant la difficulté à construire une conscience sociale européenne. (Peoples Dispatch)

## L'austérité produit ses propres fossoyeurs

### Efficacité politique contrastée

L'évaluation de l'efficacité des mobilisations anti-austérité révèle un bilan contrasté. **La grève belge de 1960-1961 obtient des résultats politiques majeurs** : chute du gouvernement Eyskens, élections anticipées, formation d'un gouvernement de gauche (CVP-PSB), amorce du processus fédéraliste.

(Marxists.org +3) Paradoxalement, la Loi unique est maintenue mais appliquée par les socialistes au pouvoir.

Les mobilisations européennes récentes enregistrent des succès partiels. **En Grèce, Syriza arrive au pouvoir en 2015** sur un programme anti-austérité avant de capituler face aux créanciers européens en juillet. (Britannica) (Sage Journals) **En Espagne, Podemos participe au gouvernement depuis 2020** (France 24) (Jacobin) mais dans un contexte de contraintes budgétaires européennes renforcées. **Au Portugal, les mobilisations de 2012-2013** contribuent au retrait de certaines mesures d'austérité. (Green European Journal) (International Journal of Comm...) **En France, les Gilets jaunes obtiennent** la suspension de la taxe carburant et des mesures sociales d'urgence de Macron en décembre 2018. (euronews)

### Le retour programmé de l'austérité

Les nouvelles règles budgétaires européennes entrées en vigueur en avril 2024 préparent un retour de l'austérité. **Huit pays sont en procédure de déficit excessif**, devant réduire leurs dépenses publiques pour respecter les seuils de 3% de déficit et 60% de dette. (Peoples Dispatch) Les coupes budgétaires potentielles dépassent 100 milliards d'euros collectivement : **26,1 milliards pour la France, 25,4 milliards pour l'Italie, 13,9 milliards pour l'Espagne.** (ETUC)

Cette perspective suscite déjà des mobilisations préventives. Les syndicats européens dénoncent le "retour à l'austérité" malgré les leçons de la crise précédente. (ETUC) (Peoples Dispatch) **Le manque de 192 milliards d'euros annuels pour les infrastructures sociales européennes** (selon l'ETUI) illustre l'ampleur des besoins d'investissement public incompatibles avec les nouvelles règles.

### Leçons historiques pour les luttes contemporaines

L'expérience belge de 1960-1961 offre plusieurs enseignements pour les mouvements anti-austérité actuels. **Premier enseignement** : l'austérité produit mécaniquement ses propres résistances, indépendamment des contextes nationaux spécifiques. (In Defence of Marxism) De la Belgique de 1960 à la Grèce de 2010, les mêmes causes (compression des dépenses sociales, transfert vers le privé) produisent des effets similaires (mobilisations populaires, polarisation politique).

**Deuxième enseignement** : les mobilisations anti-austérité révèlent et activent des clivages territoriaux latents. En Belgique, la grève cristallise l'opposition Wallonie-Flandre et amorce le fédéralisme. (Wikipedia) En Europe, l'austérité oppose pays créanciers et débiteurs, révélant l'asymétrie fondamentale de la construction européenne.

**Troisième enseignement** : l'efficacité des mobilisations dépend de leur capacité à articuler revendications sociales et alternatives politiques. André Renard théorise le "renardisme" mêlant socialisme et fédéralisme. (In Defence of Marxism +4) Les mouvements contemporains les plus durables (Podemos, Syriza) parviennent à traduire la contestation sociale en projet politique alternatif.

## Les mêmes causes, les mêmes effets ?

### Permanence des logiques économiques

L'analyse comparative révèle **une remarquable permanence des justifications de l'austérité** sur six décennies. En 1960 comme en 2008, les gouvernements invoquent la "confiance des marchés", la "modernisation nécessaire", le "redressement des comptes publics". (Wikipedia) Les mesures restent identiques : compression des dépenses sociales, fiscalité favorable au capital, réformes "structurelles" dérégulatrices. (Cairn) (Finance Héros)

Cette continuité idéologique contraste avec l'accumulation de preuves empiriques contre l'efficacité économique de l'austérité. **Les multiplicateurs budgétaires négatifs**, documentés depuis Keynes et confirmés par l'expérience post-2008, invalident la théorie de l'"austérité expansionniste". (CEPR) (Wikipedia) Le FMI lui-même reconnaît ses erreurs de prévision en 2012. (Wikipedia +2)

L'évolution du contexte monétaire international renforce paradoxalement ces logiques. **Le passage du système de Bretton Woods à l'euro** supprime les mécanismes d'ajustement par la dévaluation, rendant l'austérité obligatoire pour les pays en difficulté. (Finance Héros) Cette contrainte explique l'intensification de l'austérité européenne par rapport à l'expérience belge de 1960.

### Évolution des résistances sociales

Les modalités de résistance évoluent significativement. **La grève générale de 1960-1961 relevait d'un modèle "fordiste"** : classe ouvrière concentrée, syndicats puissants, leadership centralisé, secteurs stratégiques (métallurgie, transport). (Marxists.org +2) Ce modèle permet une paralysie économique efficace mais suppose des conditions sociales spécifiques.

**Les mobilisations contemporaines s'adaptent à la fragmentation sociale** : emploi précaire, tertiarisation, individualisation des parcours. D'où l'émergence de formes hybrides combinant grèves sectorielles, occupations symboliques, assemblées citoyennes, campagnes numériques. Cette diversification traduit une créativité organisationnelle mais aussi une moindre capacité de blocage économique.

L'européanisation progressive des enjeux (politique monétaire, règles budgétaires, gouvernance économique) nécessiterait une coordination transnationale des résistances que les mouvements peinent

encore à construire. **Les "révolutions colorées" anti-austérité restent nationales** malgré leurs inspirations réciproques et leurs revendications similaires.

## Vers une démocratisation des luttes économiques

L'héritage le plus durable de la séquence 1960-2024 pourrait résider dans **la démocratisation progressive des débats économiques**. En 1960, André Renard reste un dirigeant syndical s'exprimant au nom de la classe ouvrière organisée. (Preo) Les mouvements contemporains élargissent la contestation : classes moyennes précarisées (Indignés), périphéries rurales (Gilets jaunes), jeunes diplômés en situation précaire. (Open Democracy +2)

Cette évolution correspond à l'extension sociale des effets de l'austérité, qui ne frappe plus seulement les ouvriers industriels mais l'ensemble des usagers des services publics (santé, éducation, transport). **La "prolétarianisation" de nouvelles couches sociales** - enseignants, soignants, employés publics - élargit mécaniquement les bases de la contestation. (Cairn.info)

L'émergence d'économistes critiques (Krugman, Stiglitz, Piketty) dans le débat public contribue également à cette démocratisation. **Les arguments techniques contre l'austérité** (multiplicateurs négatifs, effets récessifs) deviennent accessibles au grand public, renforçant la légitimité des mobilisations sociales. (Wikipedia)

## Conclusion : L'histoire comme laboratoire du présent

Les grèves belges de 1960-1961 éclairent les mécanismes durables de la conflictualité sociale européenne. **Soixante-cinq ans après, l'austérité produit les mêmes résistances avec des modalités adaptées aux nouvelles conditions.** (In Defence of Marxism +2) Cette permanence révèle l'inadéquation persistante entre logiques financières et besoins sociaux, entre contraintes budgétaires et aspirations démocratiques.

L'évolution des formes de mobilisation - de la grève générale centralisée aux mouvements citoyens décentralisés - témoigne d'une capacité d'adaptation remarquable des sociétés européennes. **La créativité organisationnelle contemporaine** (assemblées horizontales, usage du numérique, hybridation des répertoires) pourrait compenser partiellement l'affaiblissement des structures syndicales traditionnelles. (Green European Journal) (ResearchGate)

**La question européenne constitue l'enjeu central des prochaines décennies.** Les règles budgétaires renforcées de 2024 annoncent de nouvelles vagues d'austérité dans un contexte de défis écologiques et sociaux majeurs (transition énergétique, vieillissement, inégalités). (ETUC) (Peoples Dispatch) L'émergence de résistances coordonnées à l'échelle européenne déterminera largement l'avenir du projet européen.

L'histoire des grèves de 1960-1961 rappelle finalement que **les politiques économiques ne relèvent jamais de la seule technique mais bien de choix politiques contestables et réversibles**. André Renard et les grévistes wallons l'avaient compris : face à l'austérité présentée comme inéluctable, la mobilisation sociale révèle l'existence d'alternatives et la possibilité de rapports de force favorables aux classes

populaires. Marx +6 Cette leçon résonne encore aujourd'hui dans une Europe confrontée aux mêmes dilemmes fondamentaux.